

Mémoire présenté au Comité permanent des finances dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2019

par:

Aliments et boissons Canada – Food and Beverage Canada (ABC-FBC)

LISTE DES RECOMMANDATIONS

Recommandation 1 : Que le gouvernement fédéral reconnaisse que l'industrie agroalimentaire est composée de secteurs distincts, y compris la production d'aliments et de boissons, et que le gouvernement fédéral veille à ce que ses programmes et politiques soient ciblés afin d'appuyer chacun de ces secteurs.

Recommandation 2 : Que le gouvernement fédéral adopte des objectifs ambitieux de croissance pour l'industrie agroalimentaire, y compris les objectifs pour les ventes intérieures et d'exportation, et des objectifs précis pour chaque secteur de l'agroalimentaire, y compris la production d'aliments et de boissons.

Recommandation 3: Que le gouvernement fédéral établisse immédiatement un Comité consultatif conjoint gouvernement-industrie de production d'aliments et de boissons afin d'examiner le rapport et les recommandations de la Table de la stratégie économique du secteur agroalimentaire; et que le Comité consultatif travaille pendant l'automne 2018 pour s'entendre sur une vision commune, des objectifs mesurables et des politiques et programmes clés afin d'atteindre les objectifs de compétitivité du gouvernement et de l'industrie pour cet important secteur à des fins d'inclusion dans le budget de 2019.

Recommandation 4: Que le gouvernement fédéral, en consultation avec l'industrie, assure une expertise et un soutien approprié des politiques pour le secteur de production d'aliments et de boissons, par l'intermédiaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou un autre ministère, comprenant un « champion » au niveau de la direction dont le mandat est de veiller à ce que les programmes et politiques au sein de tous les ministères soutiennent constamment les objectifs de compétitivité établis par l'industrie et le gouvernement pour ce secteur.

Recommandation 5: Que tous les ministères fédéraux, y compris les ministères et organismes à vocation réglementaire, accueillent la compétitivité et l'innovation dans leurs mandats et que le gouvernement fédéral entreprenne un examen des règlements actuels pour déterminer si ces derniers sont cohérents avec les priorités de compétitivité et d'innovation du gouvernement.

Recommandation 6 : Que le gouvernement fédéral exige que chaque réglementation proposée soit sujette à une évaluation de compétitivité distincte effectuée par un ministère fédéral compétent dans l'analyse économique.

Introduction

Aliments et boissons Canada – Food and Beverage Canada (ABC-FBC) vous remercie pour cette occasion de contribuer aux consultations prébudgétaires 2019.

ABC-FBC a été fondé cette année comme une nouvelle voix nationale pour plus de 1 500 entreprises de production d'aliments et de boissons dans le pays. Notre but est d'être un partenaire pour les gouvernements en réalisant le potentiel de notre secteur dans la contribution à la croissance et la prospérité économique future du Canada, tout en faisant preuve de leadership dans les domaines de la saine alimentation et de la durabilité. Les membres d'ABC-FBC comprennent sept associations provinciales et régionales des aliments et boissons du Canada, des chefs de file producteurs d'aliments et de boissons ainsi que d'importants fournisseurs de l'industrie et de services.

Le secteur de la production d'aliments et de boissons du Canada

Dans les budgets de 2017 et 2018, le gouvernement fédéral a déterminé que l'agroalimentaire, y compris l'agriculture primaire, la production d'aliments et de boissons ainsi que l'aquaculture et les pêcheries, est un secteur prioritaire. Nous félicitons le gouvernement de mettre l'accent sur ces activités, cependant nous constatons que chacun de ces secteurs est distinct.

Les aliments et les boissons sont d'abord et avant tout un secteur de production. Il s'agit, en fait, du plus important secteur de production au Canada en matière de contribution au PIB et à l'emploi ainsi que du deuxième secteur en importance sur le plan de la valeur de la production.

En 2016, les expéditions canadiennes d'aliments et de boissons valaient 112,4 milliards de dollars et représentaient 18 % du total du secteur de la production canadienne. Les 6 900 entreprises de l'industrie sont les plus importants employeurs au Canada dans le secteur de la production, offrant plus de 257 000 emplois – plus que les secteurs de l'automobile et de l'aérospatial combinés.

La production canadienne d'aliments et de boissons est en pleine croissance. Au cours des cinq dernières années, la production à valeur ajoutée d'aliments et de boissons a augmenté de 21 %, ce qui en fait l'un des secteurs canadiens de production qui croît le plus rapidement. Les exportations d'aliments et de boissons sont également en croissance, enregistrant 33,5 milliards de dollars en 2016, une augmentation de 7 % par rapport à 2015.

Malgré ces chiffres, la production canadienne d'aliments et de boissons continue à être inférieure à son potentiel. Les entreprises canadiennes ont historiquement sous-investi dans la technologie et la productivité – les dépenses dans la machinerie et l'équipement de ce secteur a atteint un sommet en 2014 et a diminué depuis. De plus, le Canada est passé du troisième au cinquième rang mondial des exportateurs de produits agroalimentaires.

ABC-FBC croit qu'il y a des raisons d'être optimistes. La demande mondiale de l'alimentation est en pleine expansion. Atteindre le plein potentiel économique du secteur canadien de production d'aliments et de boissons est possible au cours de la prochaine décennie. Cependant, cela nécessitera un engagement de collaboration clair de la part de l'industrie et du gouvernement afin d'améliorer la compétitivité de cet important secteur de production.

La création d'une stratégie pour le secteur de la production d'aliments et de boissons

Le gouvernement fédéral a déterminé l'industrie agroalimentaire en général comme une priorité, particulièrement dans le plan pour l'innovation et les compétences annoncé dans le budget de 2017, qui :

- A identifié l'agroalimentaire comme l'un des six secteurs prioritaires dans le cadre duquel le gouvernement croit que le Canada peut se placer en tête de file en matière d'innovation;
- A établi la Table de la stratégie économique du secteur agroalimentaire au niveau de « cibles de croissance ambitieuses pour les innovateurs canadiens et a cerné les défis propres à chaque secteur, les "goulots d'étranglement" de l'innovation ainsi que les obstacles à une participation accrue des deux sexes, en plus d'énoncer des stratégies particulières pour aider les innovateurs à atteindre leurs cibles »;
- A établi un Fonds pour l'innovation stratégique pour les secteurs prioritaires, y compris les transformateurs de l'agroalimentaire à valeur ajoutée;
- A fixé un objectif de 75 milliards de dollars en exportations de produits agroalimentaires d'ici 2025.

ABC-FBC appuie ces initiatives. À leur mise en œuvre, ABC-FBC encourage le gouvernement fédéral à reconnaître que l'agriculture primaire, la production d'aliments et de boissons et l'aquaculture et les pêches sont tous des secteurs uniques. Chaque secteur doit avoir une stratégie distincte, des objectifs mesurables et du soutien et des programmes ciblés pour assurer que les objectifs d'innovation et de croissance économique du gouvernement fédéral sont atteints.

ABC-FBC croit que le gouvernement fédéral devrait établir de solides objectifs de croissance économique pour le secteur agroalimentaire, y compris un objectif ambitieux pour les ventes intérieures et un objectif d'exportation dépassant 75 milliards de dollars. Il devrait également avoir des objectifs précis pour chaque secteur, y compris la production d'aliments et de boissons.

ABC-FBC encourage le gouvernement fédéral à élargir son intérêt au-delà de l'innovation et à examiner l'ensemble complet de facteurs qui ont des répercussions sur la compétitivité des producteurs d'aliments et de boissons. Cela comprend des considérations comme le travail, les infrastructures, la politique commerciale et les obstacles au commerce, l'efficacité de la réglementation, la politique environnementale et la fiscalité.

ABC-FBC et particulièrement intéressé aux travaux de la Table de la stratégie économique du secteur agroalimentaire. La Table stratégique est en train d'élaborer des recommandations pour une vision, des objectifs et des mesures clés afin d'appuyer la compétitivité, l'innovation et la croissance économique du secteur agroalimentaire canadien. Les recommandations de la Table stratégique pourraient être une étape importante vers l'accroissement de la compétitivité interne et mondiale de notre secteur.

Le rapport de la Table stratégique est attendu pour cet automne. ABC-FBC encourage le gouvernement fédéral à établir immédiatement un Comité consultatif conjoint gouvernement-industrie de production d'aliments et de boissons pour examiner le rapport de la Table stratégique. Le Comité consultatif devrait avoir le mandat de s'entendre sur une vision commune

concernant le secteur de la production d'aliments et de boissons, établir des objectifs mesurables et déterminer les programmes et politiques clés afin d'améliorer la compétitivité du secteur.

Nous encourageons le gouvernement fédéral à former le Comité consultatif dès maintenant. En travaillant ensemble cet automne, l'industrie et le gouvernement peuvent élaborer la feuille de route, qui sera annoncée dans le budget de 2019 et qui mènera le secteur canadien de la production d'aliments et de boissons vers la compétitivité intérieure et mondiale ainsi qu'à la réussite économique.

Recommandation 1 : Que le gouvernement fédéral reconnaisse que l'industrie agroalimentaire est composée de secteurs distincts, y compris la production d'aliments et de boissons, et que le gouvernement fédéral veille à ce que ses programmes et politiques soient ciblés afin d'appuyer chacun de ces secteurs.

Recommandation 2 : Que le gouvernement fédéral adopte des objectifs ambitieux de croissance pour l'industrie agroalimentaire, y compris les objectifs pour les ventes intérieures et d'exportation, et des objectifs précis pour chaque secteur de l'agroalimentaire, y compris la production d'aliments et de boissons.

Recommandation 3: Que le gouvernement fédéral établisse immédiatement un Comité consultatif conjoint gouvernement-industrie de production d'aliments et de boissons afin d'examiner le rapport et les recommandations de la Table de la stratégie économique du secteur agroalimentaire; et que le Comité consultatif travaille pendant l'automne 2018 pour s'entendre sur une vision commune, des objectifs mesurables et des politiques et programmes clés afin d'atteindre les objectifs de compétitivité du gouvernement et de l'industrie pour cet important secteur à des fins d'inclusion dans le budget de 2019.

Appuyer le secteur de la production d'aliments et de boissons

ABC-FBC encourage le gouvernement fédéral à s'assurer que chacun de ses secteurs prioritaires est bien soutenu par l'expertise de la politique fédérale. Aujourd'hui, le soutien pour la production d'aliments et de boissons est fourni par un solide, mais petit groupe d'experts installés au sein d'Agriculture et Agroalimentaire Canada – un ministère dont les ressources sont principalement axées sur l'agriculture primaire. La quantité de ressources de politiques consacrées à la production d'aliments et de boissons ne tient pas compte de la taille ou de la contribution de ce secteur à l'économie canadienne. Elle ne reflète pas non plus la priorité que le gouvernement fédéral a placée sur ce secteur.

Afin de réaliser son plein potentiel, la production d'aliments et de boissons nécessite l'appui d'un solide groupe interministériel composé de spécialistes dans les politiques et programmes fédéraux qui rassemblent l'expertise nécessaire concernant les domaines des aliments, de la santé, du travail, de l'innovation, de l'environnement, du commerce et d'autres domaines des politiques clés. Le secteur exige également un « champion » au niveau de la direction au sein du gouvernement fédéral pour appuyer les objectifs des politiques et de croissance économique du secteur dans l'ensemble du gouvernement.

Recommandation 4 : Que le gouvernement fédéral, en consultation avec l'industrie, assure une expertise et un soutien approprié des politiques pour le secteur de production d'aliments et de boissons, par l'intermédiaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou un autre ministère, comprenant un « champion » au niveau de la direction dont le mandat est de veiller à ce que les

programmes et politiques au sein de tous les ministères soutiennent constamment les objectifs de compétitivité établis par l'industrie et le gouvernement pour ce secteur.

L'approche pangouvernementale à l'innovation et à la compétitivité

Pour la prospérité de la production d'aliments et de boissons, il doit y avoir une approche pangouvernementale à la compétitivité. À l'heure actuelle, ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, bien que le Plan pour l'innovation et les compétences ait déterminé l'agroalimentaire comme une priorité gouvernementale, il y a d'importantes et coûteuses mesures de réglementation en vertu de la Stratégie de Santé Canada en matière de saine alimentation qui risque d'affaiblir les objectifs du gouvernement en matière d'innovation.

Le succès nécessite que tous les ministères fédéraux y compris les ministères et organismes à vocation réglementaire accueillent l'innovation et la compétitivité. Nos objectifs communs concernant la santé et la salubrité des aliments n'ont pas besoin d'être à l'opposé du développement économique. ABC-FBC croit que nous pouvons améliorer la compétitivité de notre secteur tout en continuant de maintenir et même accroître la solide réputation du Canada en ce qui concerna la qualité et la salubrité des aliments.

Recommandation 5 : Que tous les ministères fédéraux, y compris les ministères et organismes à vocation réglementaire, accueillent la compétitivité et l'innovation dans leurs mandats et que le gouvernement fédéral entreprenne un examen des règlements actuels pour déterminer si ces derniers sont cohérents avec les priorités de compétitivité et d'innovation du gouvernement.

Dans le budget de 2017, le gouvernement fédéral a annoncé un programme de réforme de la réglementation axé sur le soutien de l'innovation et des investissements des entreprises. Cela comprendra un examen ciblé des exigences réglementaires dans « l'agroalimentaire et l'aquaculture » afin de déterminer les pratiques qui sont des goulots d'étranglement à l'innovation et à la croissance.

ABC-FBC soumettra ses commentaires dans le cadre de l'examen de la réglementation de l'agroalimentaire et de l'aquaculture. Cependant, directement en lien avec ces consultations prébudgétaires, nous tenons à souligner l'importance d'assurer que tous les règlements soient examinés en fonction d'un objectif de compétitivité. À l'heure actuelle, le processus fédéral d'analyse des répercussions réglementaires comprend une analyse coût-avantage et prend en considération les conséquences économiques de la réglementation proposée. Le processus exige également que les règlements appuient une économie équitable et concurrentielle. Néanmoins, il n'y a aucune exigence explicite pour une évaluation empirique sur la façon dont une mesure réglementaire influe sur la compétitivité. ABC-FBC encourage le gouvernement fédéral à exiger que chaque règlement fasse l'objet d'une évaluation distincte de compétitivité. Étant donné que de nombreux ministères ne possèdent pas les compétences nécessaires en analyse économique, ABC-FBC recommande également que ces évaluations soient effectuées par un ministère économique.

Recommandation 6: Que le gouvernement fédéral exige que chaque réglementation proposée soit sujette à une évaluation de compétitivité distincte effectuée par un ministère fédéral compétent dans l'analyse économique.

Collaboration industrie-gouvernement

Enfin, nous tenons à souligner l'importance de l'établissement d'un solide partenariat entre l'industrie et le gouvernement. ABC-FBC croit qu'il y a un potentiel considérable pour le secteur canadien de la production d'aliments et de boissons. Toutefois, le succès exigera une collaboration continue. Nous avons hâte de collaborer avec le gouvernement afin de créer une vision commune pour notre secteur et pour assurer que les programmes et politiques fédérales sont alignés pour atteindre nos objectifs de compétitivité.

Sincères salutations,

Michael Burrows, coprésident Aliments et boissons Canada Directeur général Maple Lodge Farms Daniel Vielfaure, coprésident Aliments et boissons Canada Directeur général Bonduelle Amériques